Michael Löwy, *Écosocialisme*, « Les Petits Libres », Mille et une nuits, 2011.

Préface : Qu’est-ce que l’écosocialisme ?

L’écosocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d’un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – est incompatible avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la « *croissance* » sous l’égide du capital nous conduit, à brève échéance – les prochaines décennies – à une catastrophe sans précédent dans l’histoire de l’humanité : le réchauffement global.

James Hansen, le climatologue de la NASA aux États-Unis, un des plus grands spécialistes mondiaux sur la question du changement climatique – l’administration Bush avait essayé, en vain, de l’empêcher de rendre public ses diagnostics – écrit ceci dans le premier paragraphe de son livre publié en 2009 :

> « *La planète Terre, la création, le monde dans lequel la civilisation s’est développée, le monde avec les normes climatiques que nous connaissons et avec des plages océaniques stables, est en imminent danger. L’urgence de la situation s’est cristallisée seulement dans les dernières années. Nous avons maintenant des preuves évidentes de la crise* […]. *La surprenante conclusion c’est que la poursuite de l’exploitation de tous les combustibles fossiles de la Terre menace non seulement les millions d’espèces de la planète mais aussi la survivance de l’humanité elle-même – et les délais sont plus courts que ce que nous pensions.* »[1]

Ce constat est largement partagé. Dans son livre incisif et bien informé *Comment les riches détruisent la planète* (2007), Hervé Kempf présente, sans euphémismes et faux-semblants, les scénarios du désastre qui se prépare : au-delà d’un certain seuil, qu’on risque

d'atteindre bien plus vite que prévu, le système climatique pourrait s'emballer de façon irréversible ; on ne peut plus exclure un changement soudain et brutal, qui ferait basculer la température de plusieurs degrés, atteignant des niveaux insupportables.

Devant ce constat, confirmé par les scientifiques, et partagé par des millions de citoyens du monde entier conscients du drame, que font les puissants, l'oligarchie de milliardaires qui domine l'économie mondiale ? « *Le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'espérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse.* » Une classe dirigeante prédatrice et cupide fait obstacle à toute velléité de transformation effective ; presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo-réalisme qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle de la « *croissance* ». Cette oligarchie, obsédée par la compétition somptuaire – comme le montrait déjà Thorstein Veblen – est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des êtres humains et aveugle devant la gravité de l'empoisonnement de la biosphère[2].

Les « *décideurs* » de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres « *experts* » – motivés par la rationalité bornée et myope du système, obsédés par les impératifs de croissance et d'expansion, la lutte pour les parts de marché, la compétitivité, les marges de profit et la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XV : « *Après moi le déluge* ». Le déluge du XXIe siècle risque de prendre la forme, comme celui de la mythologie biblique, d'une montée inexorable des eaux, noyant sous les vagues les villes de la civilisation humaine.

Le spectaculaire échec des conférences internationales sur le changement climatique de Copenhague (2009) et Cancun (2010) illustre cet aveuglement : les puissants de ce monde, à commencer par les USA et la Chine, ont refusé tout engagement chiffré et concret, même minimal, de réduction des émissions de CO2. Les mesures jusqu'ici prises par les pouvoirs capitalistes les plus « *éclairés* » – accords de Kyoto, paquet action-climat européen, avec leurs « *mécanismes de flexibilité* » et leurs marchés de droits à polluer – relèvent, comme le montre l'écologiste belge Daniel Tanuro, d'une « *politique de Gribouille* » incapable d'affronter le défi du changement climatique ; le même vaut, *a fortiori,* pour les solutions « *technologique*s » qui ont la préférence du président Obama et des gouvernements européens : la « *voiture électrique* », les agro-carburants, le « *clean carbon* » et cette énergie merveilleuse, propre et sûre : le nucléaire (c'était avant Fukushima)… Comme l'avait prévu Marx dans *L'Idéologie allemande*, les forces productives sont en train de devenir des forces destructives, créant un risque de destruction physique pour des dizaines de millions d'être humain – un scénario pire que les « *holocaustes tropicaux* » du XIXe siècle, étudiés par Mike Davis.

Quelle est donc la solution alternative ? La pénitence et l'ascèse individuelle, comme semblent le proposer tant d'écologistes ? La réduction drastique de la consommation ? Daniel Tanuro constate avec lucidité que la critique culturelle du consumérisme proposée par les objecteurs de croissance est nécessaire, mais pas suffisante. Il faut s'attaquer au mode de production lui-même. Seule une prise en charge collective démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, réduire le temps de travail, supprimer les productions inutiles et nuisibles, remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste cohérent.[3]

*

La prémisse centrale de l'écosocialisme, implicite dans le choix même de ce terme, est qu'un socialisme non écologique est une impasse, et une écologie non-socialiste est incapable de confronter les enjeux actuels. Son projet d'associer le « *rouge* » – la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative – et le « *vert* », la critique écologique du productivisme, n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites « *rouges-vertes* », entre la social-démocratie et certains partis verts, autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme.

L'écosocialisme est donc une proposition *radicale* – c'est-à-dire s'attaquant à la racine de la crise écologique – qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du XXe siècle – que ce soit la social-démocratie ou le « *communisme* » de facture stalinienne – que des courants écologiques qui s'accommodent, d'une façon ou de l'autre, du système capitaliste. Une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne.

Ce n'est pas le lieu ici de développer une histoire de l'écosocialisme. Rappelons cependant quelques jalons. Il sera question ici essentiellement du courant éco-marxiste, mais on trouve dans l'écologie sociale d'inspiration anarchiste d'un Murray Bookchin, dans la version gauche de l'écologie profonde de Arne Naess, et dans certains écrits des « *objecteurs de croissance* » (Paul Ariès), des analyses radicalement anti-capitalistes et des propositions alternatives qui sont proches de l'écosocialisme.

L'idée d'un socialisme écologique – ou d'une écologie socialiste – ne commence vraiment à se développer qu'à partir des années 1970, sous des formes très diverses, dans les écrits de certains pionniers d'une réflexion « *rouge et verte* » : Manuel Sacristan (Espagne), Raymond Williams (Angleterre), André Gorz (France) et Barry Commoner (USA). Le terme « *écosocialisme* » apparemment ne commence à être utilisé qu'à partir des années 1980 quand apparaît, dans le Parti Vert allemand, un courant de gauche qui se désigne comme « *écosocialiste* » ; ses principaux porte-paroles sont Rainer Trampert et Thomas Ebermann.

Vers cette époque apparaît le livre *L'Alternative* d'un dissident socialiste de l'Allemagne de l'Est, Rudolf Bahro qui développe une critique radicale du modèle soviétique et est-allemand, au nom d'un socialisme écologique. Au cours des années 1980, le chercheur nord-américain James O'Connor va développer ses travaux en vue d'un marxisme écologique, et fonder la revue *Capitalism, Nature and Socialism,* tandis que Frieder Otto Wolf, un député européen et dirigeant de la gauche du Parti Vert allemand, et Pierre Juquin, un ex-dirigeant communiste converti aux perspectives rouges/vertes, vont rédiger ensemble le livre *Europe's Green Alternative,* (Black Rose, Montréal, 1992), une sorte de tentative de manifeste écosocialiste européen.

Parallèlement, en Espagne, autour de la revue de Barcelone, *Mientras Tanto,* des disciples de Manuel Sacristan comme Francisco Fernandez Buey vont eux-aussi développer une réflexion écologique socialiste. En 2001, un courant marxiste/révolutionnaire présent dans des nombreux pays, la Quatrième Internationale, adopte un document, *Écologie et Révolution socialiste*, d'inspiration clairement écosocialiste. En cette même année, Joel Kovel et l'auteur du présent ouvrage publient un *Manifeste écosocialiste*, qui servira de référence pour la fondation, à Paris en 2007, du Réseau Écosocialiste International – qui distribuera, lors du Forum Social Mondial de Belem (Brésil) la *Déclaration de Belem*, un nouveau manifeste écosocialiste au sujet du réchauffement global.

Ajoutons à cela les travaux de John Bellamy Foster et ses amis de la revue de gauche américaine bien connue *Monthly Review*, qui se réclament d'une révolution écologique avec un programme socialiste ; les écrits des écosocialistes féministes Ariel Salleh et Terisa Turner ; la revue *Canadian Dimension*, animée par les écosocialistes Ian Angus et Cy Gornik ; les réflexions du révolutionnaire péruvien Hugo Blanco sur les rapports entre indigénisme et écosocialisme ; les travaux du chercheur belge Daniel Tanuro sur le changement climatique et les impasses du « *capitalisme vert* » ; les recherches d'auteurs français proches du courant altermondialiste comme Jean-Marie Harribey et Jean-Paul Déléage ; les réseaux écosocialistes du Brésil et de la Turquie ; les conférences écosocialistes qui commencent à s'organiser en Chine, etc.

Quelles sont les convergences et les désaccords entre l'écosocialisme et le courant de la décroissance, dont l'influence en France n'est pas négligeable ? Rappelons tout d'abord que ce courant, inspiré par les critiques de la société de consommation – Henri Lefebvre, Guy Debord, Jean Baudrillard – et du « *système technicien* » (Jacques Ellul) est loin d'être homogène ; il s'agit d'une mouvance plurielle, polarisée par deux pôles assez distants : d'une part des anti-occidentalistes tentés par le relativisme culturel (Serge Latouche), d'autre part des écologistes républicains/universalistes (Vincent Cheynet, Paul Ariès).

Serge Latouche est sans doute le plus controversé des « *décroissants* ». Certes, une partie de ces arguments est légitime : démystification du « *développement durable* », critique de la religion de la croissance et du progrès, appel à un changement culturel. Mais son refus en bloc de l'humanisme occidental, de la pensée des Lumières et de la démocratie représentative ; son relativisme culturel et son éloge immodéré de l'âge de pierre sont très discutables. Quant à sa dénonciation des propositions d'ATTAC (Jean-Marie Harribey) pour les pays du Sud – développer les réseaux d'abduction de l'eau, les écoles et les centres de soin – comme « *ethnocentriques* », « *occidentalistes* » et « *destructrices des modes de vie locaux* », elle est difficilement supportable. Enfin, son argument pour ne pas parler du capitalisme – c'est enfoncer une porte ouverte puisque cette critique « *a déjà été faite et bien faite par Marx* » – n'est pas sérieux : c'est comme si l'on n'avait pas besoin de dénoncer la destruction productiviste de la planète puisque Gorz l'avait déjà faite, « *et bien faite* »…

Plus intéressant est le courant universaliste, représenté notamment par la revue *La Décroissance,* même si l'on peut critiquer les illusions « *républicaines* » de Cheynet et Ariès. Contrairement au premier, ce deuxième pôle a des nombreux points de convergence – malgré les polémiques – avec les altermondialistes d'ATTAC, les écosocialistes et la gauche de la gauche (PG et NPA) : extension de la gratuité, prédominance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, réduction du temps de travail et des inégalités sociales, élargissement du « *non-marchand* », réorganisation de la production selon les besoins sociaux et la protection de l'environnement.

Dans un ouvrage récent, Stéphane Lavignotte esquisse un bilan du débat entre les « *objecteurs de croissance* » et les écosocialistes. Faut-il privilégier la critique des rapports sociaux de classe et le combat contre les inégalités, ou la dénonciation de la croissance illimitée des forces productives ? L'effort doit-il porter sur les initiatives individuelles, les expérimentations locales, la simplicité volontaire, ou sur le changement de l'appareil productif et de la « *méga-machine* » capitaliste ? L'auteur refuse de choisir, et propose plutôt d'associer ces deux démarches complémentaires. Le défi, à son avis, c'est de combiner le combat pour l'intérêt écologique de classe de la majorité, c'est à dire des non-propriétaires de capital, et la politique des minorités actives pour un changement culturel radical. En d'autres termes, réussir – sans cacher les divergences et les désaccords

inévitables – une « *composition politique* » de tous ceux qui savent qu'une planète et une humanité vivables sont contradictoires avec le capitalisme et le productivisme, et qui cherchent le chemin pour sortir de ce système inhumain[4].

Rappelons, pour conclure cette brève préface, que l'écosocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement, une action *hic et hunc*, ici et maintenant, autour d'objectifs et de propositions concrètes et immédiates. Le seul espoir pour le futur sont des mobilisations comme celle de Seattle en 1999, qui a vu la convergence de écologistes et syndicalistes, ainsi que la naissance du mouvement altermondialiste ; les protestations de cent mille personnes à Copenhague en 2009, autour du mot d'ordre « *Changeons le système, pas le climat* » ; ou la Conférence des Peuples sur le Changement Climatique et la Défense de la Mère Terre, à Cochabamba en avril 2010, rassemblant plus de trente mille délégués de mouvements indigènes, paysans et écologistes du monde.

*

Le présent recueil d'articles n'est pas une mise en forme systématique des idées ou pratiques écosocialistes, mais plus modestement la tentative d'en explorer certains aspects, certains terrains et certaines expériences. Il ne représente, bien entendu, que l'opinion de leur auteur, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle d'autres penseurs ou réseaux se réclamant de ce courant. Il ne vise pas à codifier une doctrine nouvelle, ni une quelconque orthodoxie. Une des vertus de l'écosocialisme c'est précisément sa diversité, sa pluralité, la multiplicité des perspectives et des approches, souvent convergents ou complémentaires – comme le montrent les documents publiés en annexe, qui émanent de différents réseaux écosocialistes – mais aussi, parfois, divergentes ou même contradictoires.

Paris, avril 2011.

Notes

---

[1] James Hansen, *Storms of my Grandchildren. The Truth about the coming climate catastrophe and our last chance to save humanity*, Bloomsbury, New York, 2009, p. IX.

[2] Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète,* Le Seuil, 2007. Voir aussi son autre ouvrage tout aussi intéressant, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Le Seuil, 2009.

[3] Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert,* « Les Empêcheurs de penser en rond », La Découverte, 2010. *Cf.* le recueil collectif, organisé par Vincent Gay, *Pistes pour un anticapitalisme vert,* Syllepse, 2010, avec des collaborations de Daniel Tanuro, François Chesnais, Laurent Garrouste, et autres. On trouve aussi une critique argumentée et précise du capitalisme vert dans les travaux des éco-marxistes nord-américains : Richard Smith,

« Green capitalism : the god that failed », *Real-world Economic Review,* n° 56, 2011 et John Bellamy Foster, Brett Clark and Richard York, *The Ecological Rift,* Monthly Review Press, New York, 2010.

[4] Stéphane Lavignotte, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Textuel, 2010.